



**CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION DE
SERVICE PORTANT SUR
L'ÉDITION ET LA DIFFUSION DU RECUEIL DES
DECISIONS DU CONSEIL D'ÉTAT**

2025-005-CRDJ-AM

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1 DESCRIPTION DU CONTEXTE	3
1-1 La publication du Recueil des décisions du Conseil d'Etat	3
1-2 Objet de la concession	3
2 DEFINITION DE LA PRESTATION DEMANDEE	3
2-1 L'impression du Recueil	3
2-1-1 Fascicules bimestriels	3
2-1-2 Tables annuelles	4
2-2 La diffusion du Recueil	4
3 DUREE DE LA CONCESSION	4
4 OBLIGATIONS DE L'AUTORITE CONCEDANTE	5
5 SPECIFICATIONS FINANCIERES	5
5-1 Prix et tarifs	5
5-2 Redevance versée au concédant	5
6 CONTROLE EXERCE PAR LE CONCEDANT SUR LE CONCESSIONNAIRE	6
7 RESILIATION ANTICIPEE	7
7-1 Résiliation pour motif d'intérêt général	7
7-2 Résiliation pour faute du concessionnaire	7
8 EXPIRATION DE LA CONCESSION	7
9 LITIGES	8

1 DESCRIPTION DU CONTEXTE

1-1 La publication du Recueil des décisions du Conseil d'Etat

Le « Recueil des décisions du Conseil d'Etat statuant au contentieux, et du Tribunal des conflits », institué en 1821 sous le titre « Recueil des arrêts du Conseil d'Etat » par un avocat au Conseil d'Etat, Me Macarel, puis élaboré jusqu'en 1946 par ses successeurs, a été adopté au lendemain de la seconde guerre mondiale par le Conseil d'Etat comme bulletin officiel de la jurisprudence administrative française. Actuellement, son contenu est déterminé par les présidents des formations de jugement du Conseil d'Etat et, s'agissant des analyses de jurisprudence accompagnant les décisions reproduites, élaboré par les membres du Conseil d'Etat responsables du centre de recherches et de diffusion juridiques. L'édition du Recueil, en revanche, a toujours été assurée, depuis 1947, par des éditeurs privés. Le nombre d'exemplaires du Recueil vendus dans le public, décroissant depuis plusieurs années, est actuellement de 400 environ.

Un « abonnement » correspond à la livraison de l'intégralité des 6 « fascicules » composant un « volume » du Recueil pendant un an.

1-2 Objet de la concession

Le renouvellement de la concession porte donc sur l'édition et la diffusion au public, pour les années 2026 à 2030, des six fascicules formant, chaque année, un volume du Recueil des décisions du Conseil d'Etat, composé des textes remis par le centre de recherches et de diffusion juridiques du Conseil d'Etat.

Prestation supplémentaire éventuelle

Le concessionnaire pourra également proposer un service numérique d'accès aux décisions publiées au Recueil des décisions du Conseil d'Etat, ou mentionnées à ses tables et aux analyses correspondantes pour les années 1944 à 1967.

Le Concédant se réserve le droit de retenir ou non cette PSE lors de l'attribution finale, sans que cela ne conditionne l'éligibilité de l'offre principale

2 DEFINITION DE LA PRESTATION DEMANDEE

La prestation demandée inclut l'impression du Recueil, sa diffusion dans le public aux formats papier et électronique.

2-1 L'impression du Recueil

La prestation correspondant à l'impression du Recueil porte sur les six fascicules annuels, dont cinq fascicules bimestriels (janvier-février, mars-avril, mai-juin, juillet-octobre et novembre-décembre, ce dernier comprenant le supplément du Tribunal des conflits) et un fascicule de tables (table thématique, table par numéro d'affaire et table alphabétique générale), totalisant environ 1000 pages.

2-1-1 Fascicules bimestriels

Les cinq fascicules bimestriels contiennent, dans l'ordre chronologique, les décisions retenues pour une publication intégrale. Elles y sont précédées d'un abstract, annonçant les points de droit tranchés et, le cas échéant, sont suivies de rapprochements jurisprudentiels en note. En outre, pour certaines affaires, les conclusions du rapporteur public sont reproduites à la suite de la décision.

Chacun de ces fascicules comporte une table thématique simplifiée, conforme au « Plan de classement de la jurisprudence administrative », qui répartit les questions fichées en une soixantaine environ de rubriques thématiques (« Agriculture », « Etrangers », « Procédure », etc.), elles-mêmes subdivisées en fonction des distinctions juridiques pertinentes dans chacun des domaines.

Les textes constituant ces fascicules bimestriels seront remis au concessionnaire prêts à l'édition, sous forme numérisée, dans l'ordre définitif.

Il incombera au concessionnaire de folioter la table par numéro et la table alphabétique du nom des parties comprises dans le fichier remis.

2-1-2 Tables annuelles

Le fascicule de tables annuelles contient :

- a) une première partie, constituée par les tables thématiques proprement dites, composée des analyses de toutes les décisions du Conseil d'Etat et du Tribunal des conflits, retenues pour le Recueil au cours de l'année, présentées conformément au Plan de classement de la jurisprudence administrative ;
- b) une table par numéro d'affaire, rapprochant ces numéros des pages des cinq fascicules bimestriels et de la table thématique annuelle auxquelles les décisions correspondantes sont publiées et/ou mentionnées.
- c) une table alphabétique générale du nom des parties, rapprochant les noms des parties des pages des cinq fascicules bimestriels et de la table thématique annuelle auxquelles les décisions correspondantes sont publiées et/ou mentionnées.

Ces textes seront remis au concessionnaire prêts à l'édition, sous forme numérisée, selon les mêmes spécifications que les fascicules bimestriels.

2-2 La diffusion du Recueil

Le soumissionnaire s'engage à mettre à disposition des usagers le Recueil des décisions du Conseil d'Etat, dans le respect du principe d'égalité, sous la forme papier traditionnelle ainsi que sous forme électronique. Il met en place une stratégie commerciale de façon à assurer la plus large diffusion du recueil.

Cette mise à disposition devra s'attacher à la continuité des formes de diffusion qui ont été mises en œuvre jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente concession. Le soumissionnaire pourra toutefois proposer, en outre, d'autres formes commerciales de mise à disposition, à la condition qu'elles permettent d'assurer la diffusion la plus large possible parmi le public qui souhaite avoir accès à la jurisprudence administrative. En particulier, afin de valoriser les Recueils déjà édités en version papier mais non disponibles en version numérique, le concessionnaire pourra proposer un accès numérique aux décisions publiées au Recueil des décisions du Conseil d'Etat, ou mentionnées à ses tables et aux analyses correspondantes, pour les années 1944 à 1967. Le cas échéant, le format choisi pour la numérisation de ces décisions et analyses permettra leur versement dans les bases de données internes de la juridiction administrative ainsi que, au terme d'un délai de cinq années à compter de la date de fin de la présente concession, sur ses bases de données publiques.

Le concessionnaire s'engage à ce que les traitements des données effectués dans le cadre de ce service numérique soient conformes au Règlement général sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 et à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978.

Les formes de la diffusion seront celles indiquées par le titulaire dans son offre ; il est toutefois rappelé que la diffusion sur support papier constitue la forme principale de diffusion et ne saurait être substituée par toute autre forme de support.

3 DUREE DE LA CONCESSION

La durée de la présente concession est fixée à celle de la publication et de la diffusion initiale des volumes annuels du recueil des décisions rendues durant les années 2026 à 2030, cette durée étant ferme.

Elle débutera avec l'édition du premier fascicule des décisions de l'année 2026, dont l'élaboration commencera en mars 2026 et s'achèvera avec l'élaboration des tables annuelles de l'année 2030, au mois de mai 2031.

4 OBLIGATIONS DE L'AUTORITE CONCEDANTE

Le concédant est tenu d'informer le concessionnaire de la date de remise complète des textes à publier avec un préavis qui ne peut être inférieur à 2 mois.

Le concédant s'engage également à concéder au concessionnaire les droits de propriété intellectuelle constitués par l'Etat sur les textes inclus au recueil et susceptibles de faire naître de tels droits. Cette concession est limitée aux modes de diffusion prévus par la convention portant concession de service et à la durée de la concession.

5 SPECIFICATIONS FINANCIERES

5-1 Prix et tarifs

Le concessionnaire tirera, à ses risques et périls, l'intégralité de sa rémunération de la commercialisation dans le public des textes formant le Recueil. Le prix de vente des fascicules et des autres supports des textes édités ainsi que les tarifs et conditions d'accès à la diffusion en ligne de ces textes seront soumis à l'approbation préalable du concédant. Ce prix doit tenir compte des contraintes financières du concessionnaire, y compris de la redevance à verser au concédant, et de l'objectif de garantir la meilleure diffusion possible du recueil.

Toute modification des prix et tarifs fixés est subordonnée à l'accord notifié par écrit du concédant. Le concessionnaire sera tenu de produire, à l'appui de sa proposition de modification, une justification récapitulant les éléments pris en considération pour la modification du prix et une évaluation de leur incidence. Ces éléments ne pourront être que les charges de fabrication et de commercialisation, entrant en ligne de compte pour leur coût réel, ou une démarche de promotion de la diffusion.

5-2 Redevance versée au concédant

Rappel : un « exemplaire du Recueil » aussi appelé « volume » est constitué des six fascicules d'une année.

a) La redevance forfaitaire annuelle :

Le concessionnaire versera au concédant une redevance forfaitaire annuelle rémunérant les droits de propriété intellectuelle de l'Etat sur ceux des textes publiés qui donnent lieu à constitution de tels droits et le droit d'usage de l'appellation « Recueil des décisions du Conseil d'Etat, statuant au contentieux, et du Tribunal des conflits / Publié sous le haut patronage du Conseil d'Etat ».

Ce montant correspond au montant indiqué par le soumissionnaire dans son offre financière (F).

Le montant de cette redevance sera ferme pendant toute la durée d'exécution de la convention. Il ne pourra pas être inférieur à 50 000 euros/an TTC.

Dix pour cent de ce montant sont considérés comme rémunérant le droit d'usage de l'appellation officielle du Recueil, les quatre-vingt-dix pour cent restant étant considérés comme rémunérant les droits de propriété sur les textes, en diffusion papier pour quarante-cinq pour cent et en diffusion électronique pour quarante-cinq pour cent.

b) Le taux de rétrocession sur le chiffre d'affaire réalisé au-delà de 150 exemplaires du Recueil vendus par an (excluant le nombre d'exemplaires du Recueil livrés au concédant au titre de la redevance en nature) :

Au-delà de 150 exemplaires du Recueil vendus par an, le concessionnaire versera au concédant une redevance calculée par application d'un taux de rétrocession sur son chiffre d'affaires.

Ce taux de rétrocession, qui ne pourra être inférieur à 33%, sera celui indiqué par le soumissionnaire dans son offre financière et ne sera appliqué que sur le nombre d'exemplaires du Recueil vendus au-delà de 150.

c) La redevance acquittée sous la forme de livraison gratuite

La redevance pourra être en partie acquittée sous la forme de la livraison d'un nombre déterminé d'exemplaires du Recueil, destinée à l'usage du concédant, dans la limite de ses besoins à un prix remis conformément à l'offre du titulaire de la concession.

La quantité prévisionnelle estimée d'exemplaires du Recueil destinée à l'usage du concédant est proche de 120 par an. Ce nombre est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité du fait d'une variation même durable des besoins réels, et ce quelles qu'en soient les raisons.

d) Les formules de calcul de la redevance annuelle:

Formule de calcul n°1 (appliquée en cas de vente inférieure à 151 exemplaires du Recueil par an) :

$$\text{Redevance en monnaie (en euros)} = F - (N \times R)$$

Formule de calcul n°2 (appliquée en cas de vente supérieure à 150 exemplaires du Recueil par an) :

$$\text{Redevance en monnaie (en euros)} = F + [(A - 150) \times P \times T] - (N \times R)$$

Formules dans lesquelles :

A correspond au nombre d'exemplaires du Recueil payants vendus par an (hors exemplaires remisés destinés au Conseil d'Etat).

F correspond au montant de la redevance forfaitaire annuelle **fixé par le soumissionnaire dans son offre financière** (sous réserve d'être supérieur ou égal à 50 000€ TTC).

P correspond au prix public de vente unitaire TTC d'un abonnement annuel (6 fascicules composant le volume annuel du Recueil), **fixé par le soumissionnaire dans son offre financière**.

T correspond au taux de rétrocession sur le chiffre d'affaires constitué au-delà des 150 exemplaires du Recueil vendus par an, ce pourcentage est **fixé par le soumissionnaire dans son offre financière** (sous réserve d'être supérieur ou égal à 33%). Le chiffre d'affaires constitué au-delà de 150 exemplaires du Recueil vendus par an est le résultat de la multiplication du prix de vente public unitaire TTC d'un abonnement annuel par le nombre d'exemplaires du Recueil payants vendus par an au-delà de 150 (hors exemplaires remisés destinés au Conseil d'Etat).

N correspond au nombre d'exemplaires du Recueil destinés au Conseil d'Etat (redevance en nature).

R correspond au prix de vente unitaire remisé d'un abonnement annuel au Recueil destiné au besoin du Conseil d'Etat. Ce prix est **fixé par le soumissionnaire dans son offre financière** (sous réserve d'être inférieur ou égal à 35€ TTC).

d) Exigibilité de la redevance

La redevance sera due, pour chaque volume annuel, à la date de la parution du dernier des six fascicules composant ce volume.

6 CONTROLE EXERCE PAR LE CONCEDANT SUR LE CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire devra transmettre au concédant chaque année avant une date fixée dans la convention de concession, et cela jusqu'au terme de la concession, un rapport comportant une analyse de la qualité du service rendu et une présentation des opérations afférentes à l'exécution de la concession. Ces documents devront notamment être accompagnés d'une annexe permettant au concédant d'apprécier les conditions

d'exécution du service. Les informations suivantes devront notamment figurer dans le rapport pour chaque fascicule produit :

- a) Prix de revient du fascicule ;
- b) Nombre d'exemplaires du Recueil vendus (statistiques affinées avec des précisions quant aux ventes à des conditions privilégiées) ;
- c) Nombre d'abonnements électroniques souscrits donnant accès au contenu du Recueil, y compris dans le cadre d'une offre groupée, en distinguant le cas échéant chacune de ces catégories d'abonnement selon leurs caractéristiques et l'étendue de l'offre ;
- d) Nombre de consultations globales en ligne du Recueil et de pages chargées dans le cadre de ces abonnements ;
- e) Nombre de décisions publiées au Recueil des décisions du Conseil d'Etat, ou mentionnées à ses tables mises à disposition sur les bases de données pour les années 1945 à 1967 ;
- f) Nombre d'abonnements électroniques souscrits donnant accès à ces décisions, y compris dans le cadre d'une offre groupée ;
- g) Nombre de consultations globales aux décisions mises à disposition.

7 RESILIATION ANTICIPEE

7-1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse où un motif d'intérêt général ferait obstacle à la poursuite de la concession, sa résiliation anticipée pourra être décidée à l'initiative du concédant. La demande tendant à cette résiliation devra être notifiée au cocontractant dans les trois mois précédant la date de prise d'effet. Aucune résiliation prononcée en vertu des dispositions du présent article ne pourra prendre effet avant l'achèvement des opérations de diffusion des fascicules constituant un volume commencé du Recueil.

7-2 Résiliation pour faute du concessionnaire

Le concédant pourra prononcer la résiliation anticipée de la concession en cas de méconnaissance persistante par le concessionnaire de ses obligations contractuelles. Cette résiliation pour faute ou carence est subordonnée à une mise en demeure non suivie d'effet.

8 EXPIRATION DE LA CONCESSION

A l'expiration de la concession ou dans l'hypothèse d'une résiliation anticipée de la convention, le concessionnaire remettra au concédant la quantité d'inventus jugée nécessaire par ce dernier pour assurer la continuité de la diffusion. Les fichiers des textes publiés devront également être transmis au Conseil d'Etat afin que puissent être retirés les fascicules épuisés.

Les stocks d'inventus repris par le concédant seront payés par celui-ci au concessionnaire au prix de revient.

A l'expiration de la concession, le concessionnaire transmettra au concédant la liste des abonnés au Recueil ainsi que leurs coordonnées postales ou électroniques, afin de lui permettre d'assurer la continuité du service public de diffusion du droit jurisprudentiel auquel participe la commercialisation du Recueil. Le concessionnaire procède à la collecte et à la transmission de ces informations dans le respect du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

9 LITIGES

Les contestations qui pourraient s'élever entre le concédant et le concessionnaire vis-à-vis de l'interprétation ou de l'exécution de la convention et qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises à la juridiction suivante :

<p>Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04 Tél. : 01 44 59 44 00 Fax : 01 44 59 46 46 Mail : greffe.ta-paris@juradm.fr</p>
